



LA FEDERATION COMMUNIQUE

FORMATION PROFESSIONNELLE :

LOIN DE L'IDÉAL ÉMANCIPATEUR

La loi Pénicaud de 2018 amplifie le saccage de la formation professionnelle initiale et continue. Les derniers acquis arrachés dans les années 1970, suite aux puissantes mobilisations de 68, leur restent en travers de la gorge. Les effets dévastateurs de cette énième réforme renforcent les inégalités au détriment des moins qualifiés. La pandémie de Covid-19 est utilisée à plein par le patronat et amène son lot de régressions sociales pour la jeunesse, les travailleurs et les privés d'emploi. Il est bien loin le temps de l'éducation permanente, d'une formation professionnelle qualifiante et diplômante tout au long de la vie. Nous voici dans l'ère « moderne » de l'adaptabilité, de l'employabilité, de la marchandisation totale des diplômes. Les formations accessibles sur smartphone ne sont que poudre de perlimpinpin face aux réelles attentes des salariés.

La casse des diplômes d'Etat, des Centres de Formations des Apprentis (CFA), des services publics de formation (AFPA) laisse place à la loi de la jungle. La formation professionnelle joue aujourd'hui le rôle de « reclassement externe » d'une frange toujours plus grande de la population. Ces dérives sont également dénoncées par les directeurs de CFA qui voient leur avenir se noircir avec l'instauration d'un « coût » maximum par diplôme. Dans ces opérations, France Compétence joue le rôle de bras armé du grand patronat et du ministère du Travail.

Nos professions subissent de plein fouet cette casse organisée. Pourtant, les qualifications et savoir-faire professionnels sont essentiels. Travailler et transformer des matières premières vivantes nécessite des connaissances approfondies. Le contenu des diplômes professionnels est morcelé dans les CQP et vidé des éléments théoriques. Ainsi, le patronat cherche en permanence à maintenir et augmenter ses taux de profits au détriment des conditions de vie et de travail et de la qualité des productions.

Les salariés n'ont rien à gagner dans cette course à l'échalote. Les fumeux « plan anti-crise » et « un jeune, une solution » s'inscrivent dans les logiques jupitériennes pour remplir les coffres-forts du patronat sur le dos des travailleurs, des chômeurs, des jeunes. A l'opposé, la formation professionnelle initiale et continue doit être tournée vers l'amélioration des conditions de travail, de véritables évolutions de carrières, la reconnaissance des qualifications acquises dans les grilles de salaire et le renforcement des droits des salariés.

Les syndicats Cgt et la fédération s'inscrivent pleinement dans ces revendications émancipatrices. Les résistances quotidiennes et les luttes nombreuses qui se développent en sont un marqueur fort.

Montreuil, le 15 avril 2021